

Mali : les rebelles touaregs du MNLA proclament l'indépendance du Nord

L'Azawad est une région considérée **comme le berceau naturel des Touareg**. | AFP/BOUREIMA HAMA

Le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), importante composante de la rébellion touareg malienne, a proclamé vendredi 6 avril "l'indépendance de l'Azawad" dans une déclaration sur son [site](#) Internet et via un de ses porte-parole sur la chaîne [France 24](#). "Nous proclamons solennellement l'indépendance de l'Azawad à [compter](#) de ce jour", a déclaré Mossa Ag Attaher, qui a indiqué [vouloir](#) respecter "les frontières avec les Etats limitrophes".

"Nous venons de [terminer](#) un combat très important, celui de la libération", a-t-il ajouté, avant de dénoncer "les forces terroristes qui ont profité de cette situation", en allusion aux islamistes. Le porte-parole a condamné l'enlèvement jeudi du consul d'[Algérie](#) à Gao "par un commando terroriste" lors d'une opération "très violente". Alger a confirmé qu'un groupe d'assaillants "non identifiés" avait emmené le consul et six de ses collaborateurs "vers une destination inconnue".

UN PAYS COUPÉ EN DEUX

L'Azawad est une région considérée comme le berceau naturel des Touareg. Le coup d'Etat contre le régime du président [Amadou Toumani](#) Touré, il y a deux semaines, a plongé le [Mali](#) dans une situation chaotique : des rebelles touaregs et groupes islamistes ont pris en fin de semaine dernière le contrôle des trois métropoles du Nord - Kidal, Gao et Tombouctou - sans [rencontrer](#) de résistance de la part d'une [armée](#) malienne sous-équipée, désorganisée et en déroute, coupant de fait le pays en deux. Les islamistes d'Ansar Dine, dirigés par le chef touareg Iyad Ag Ghaly, et des éléments d'[Al-Qaida](#) au Maghreb islamique ([AQMI](#)) ont, depuis lors, pris le dessus sur le MNLA, qui a annoncé unilatéralement jeudi soir la fin de ses "opérations militaires".

Les diplomates algériens ont été enlevés au moment où une levée des sanctions imposées par l'[Afrique](#) de l'Ouest contre la junte au [pouvoir](#) depuis deux semaines est évoquée. De leur côté, les chefs d'état-major ouest-africains réunis jeudi à Abidjan ont élaboré un "mandat" pour une force susceptible d'être envoyée au [Mali](#), qui reste à [valider](#) par les chefs d'Etat de la région, a-t-on appris de source officielle. La Cédéao avait annoncé plus tôt "la mise en place immédiate de cette force d'attente" entre 2 000 et 3 000 hommes, dont on ignorait encore si elle vise les putschistes, les rebelles touaregs dans le Nord, ou les deux.

La junte militaire qui a renversé le président Amadou Toumani Touré a appelé les populations du nord du pays à "résister" aux "groupes rebelles et autres assaillants extrémistes" qui contrôlent désormais leurs régions, parlant de séquestration de ces populations. La communauté arabe du Nord malien a pour sa part annoncé la prochaine création d'un nouveau mouvement politico-militaire multiethnique pour [contrer](#) "la déstabilisation des régions du Nord", en proie à l'anarchie, et [assurer](#) la sécurité des populations quelle que soit leur origine.

Cette région est "au bord d'un désastre humanitaire majeur", a affirmé Amnesty [International](#), rapportant notamment des cas de jeunes filles enlevées.